

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert-Rochereau  
76084 Le Havre Cedex

Le Havre, le 01/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**HUBERT LAVAGE**

Lieu-dit MEROGER  
28800 Bonneval

Références : 20251118\_VI\_HUBERT\_LAVAGE\_GPI  
Code AIOT : 0005806070

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement HUBERT LAVAGE implanté VOIE DES VANNEAUX 76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2025 de l'inspection des installations classées, visant à vérifier le respect des dispositions réglementaires relatives à la prévention de la perte de granulés de plastiques industriels (GPI) dans l'environnement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HUBERT LAVAGE
- VOIE DES VANNEAUX 76430 SAINT VIGOR D'YMONVILLE
- Code AIOT : 0005806070

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HUBERT LAVAGE exploite, sur la commune de Saint-Vigor-d'Ymonville, une installation de nettoyage de camions citernes et de containers. Elle comprend 6 pistes de lavage, des zones de stationnement, des installations de traitement des eaux issues des lavages des citernes et une station de distribution de carburant pour poids lourds.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Sans objet
4	Propreté du site	Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 2.4.1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une première visite d'inspection inopinée relative à la prévention des rejets de granulés plastiques (GPI) a eu lieu le 15 janvier 2025 et avait permis de constater la présence de nombreux GPI et déchets divers dans les noues périphériques et le bassin d'infiltration de l'exploitant. Depuis cette visite, l'exploitant a mis en place des équipements supplémentaires destinés à empêcher le rejet de GPI dans l'environnement.

Au vu des constats qui ont été réalisés lors de l'inspection inopinée du 18 novembre 2025,

l'exploitant dispose d'équipements permettant d'empêcher le rejet de GPI dans l'environnement. La formalisation des audits internes et externes relatifs à prévention des rejets de GPI est tout de même à réaliser par l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.  Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.  Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.
<b>Constats :</b>  L'établissement dispose de deux réseaux de collecte des eaux sur le site: un réseau collectant les eaux issues du lavage des citernes et un réseau collectant les eaux ne nécessitant pas de traitement (eaux pluviales).  L'aire de lavage des citernes est située dans un bâtiment dont les effluents sont collectés et traités par une station d'épuration. Des sacs filtrants sont placés sous les citernes pour collecter les GPI lors des lavages. Ces dispositifs étaient déjà disponibles lors de la précédente visite du 15 janvier 2025 et étaient toujours présents et fonctionnels lors de la visite du 18 novembre 2025. L'exploitant dispose de sacs filtrants supplémentaires de remplacement en cas de percement d'un sac filtrant actuellement utilisé. Une balayeuse est également présente au niveau de l'aire de lavage des citernes. L'exploitant a indiqué qu'elle était utilisée au moins une fois par jour, en fin de journée, afin de récupérer les granulés qui auraient été projetés lors des lavages. L'inspection n'a pas constaté la présence de GPI au niveau du dernier bassin de la station d'épuration, après traitement. Ces constats sont similaires à ceux qui avaient été réalisés lors de la précédente visite du 15 janvier 2025. Le process de la station de traitement semble donc efficace pour capter les GPI.  Les effluents collectés sur l'ensemble des autres zones du site rejoignent le réseau d'eaux pluviales via des caniveaux périphériques. Ils sont traités par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre une noue d'infiltration périphérique puis un bassin d'infiltration. L'éventuel surplus du bassin d'infiltration est rejeté au réseau de la zone industrielle, dont l'exutoire est le canal de Tancarville. Lors de la précédente visite d'inspection réalisée le 15 janvier 2025, l'inspection avait

constaté la présence de nombreux GPI au sol sur la voirie devant le bâtiment de lavage, dans la partie terminale de la noue d'infiltration périphérique et dans le bassin d'infiltration. L'exploitant ne disposait pas d'équipements empêchant le rejet canalisé de GPI dans l'environnement. À la suite de cette visite, l'exploitant s'est engagé à mettre en place des dispositifs de dégrillage permettant de piéger l'ensemble des GPI avant leur arrivée à la noue d'infiltration. Trois dispositifs de dégrillage ont été installés, de fin mars à avril 2025, entre les arrivées des canalisations d'eaux pluviales et les noues. Ces dispositifs ont été constatés lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2025. Peu de granulés plastiques s'étaient accumulés sur les dispositifs de dégrillage depuis leur installation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

### Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;

[...]

c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;

f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures.

Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

### Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection, de nombreux granulés plastiques avaient été constatés devant le bâtiment de lavage des citernes. L'exploitant disposait d'une procédure demandant à ce qu'un nettoyage soit réalisé une fois par semaine. Cette fréquence était inadaptée au vu de la

GPI au sol a été observé et non pas une fois par semaine. Lors de la visite du 18 novembre 2025, l'exploitant a indiqué avoir modifié ses pratiques mais pas la procédure visée. Par courriel daté du 19 novembre 2025, l'exploitant a transmis la procédure de nettoyage mise à jour et conforme aux pratiques à avoir.

L'exploitant sensibilise le personnel et les tiers du risque de dispersion de granulés plastiques notamment via un affichage des procédures à suivre lors de constat de déversement.

Dans le cadre du précédent rapport d'inspection, il avait également été demandé à l'exploitant de mettre en place une inspection et un nettoyage périodiques des nouveaux dispositifs de filtration de GPI mis en place. Lors de la visite d'inspection du 18 novembre 2025, aucun contrôle interne formalisé des procédures et des équipements de récupération des granulés plastiques n'était réalisé à une fréquence au moins semestrielle. Lors du passage sur le terrain le 18 novembre 2025, un fauchage de l'ensemble de la noue périphérique du site était en cours. L'exploitant a indiqué que ce fauchage pouvait être finalisé d'ici la fin de l'année 2025. Ces fauchages sont réalisés au moins deux fois par an. L'exploitant a proposé d'attendre la finalisation du fauchage pour réaliser les contrôles sur l'ensemble du site afin d'avoir une vision plus claire des zones au niveau desquelles des granulés plastiques pourraient s'accumuler.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de trois mois à partir de la transmission du rapport d'inspection, l'exploitant transmet la formalisation du contrôle interne des procédures mentionnées à l'article D. 541-362 du Code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-364

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362.

Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.

Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ("

indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.

Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa.

Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission.

L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.

#### **Constats :**

Il a été demandé à l'exploitant de fournir le dernier audit des procédures visant la prévention de la perte de granulés plastiques par un organisme certificateur habilité à le réaliser et accrédité. L'exploitant a dans un premier temps fourni le compte-rendu du précédent audit réalisé par APLICA, l'Association Professionnelle des Laveurs Intérieurs de Citernes Agréés. Or, cet audit ne détaille pas les éléments demandés à l'article D. 541-364 du Code de l'environnement. L'exploitant a ensuite fourni, par courriel du 24 novembre 2025, une attestation SQAS comprenant la notation OCS (Operation Clean Sweep). Pour autant, d'après le document "rules and principles" d'OCS, SQAS ne serait pas un programme de certification. L'exploitant a donc procédé à des contrôles des recommandations relatives à la prévention des pertes de granulés plastiques, mais, d'après les éléments à la disposition de l'inspection à ce stade, ces contrôles ne répondent pas aux exigences de l'article 541-364 du Code de l'environnement.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant fait réaliser l'audit de ses procédures sur la prévention des pertes de GPI dans l'environnement par un organisme accrédité, fait publier une synthèse de l'audit sur son site internet et transmet les éléments justificatifs de ces actions dans un délai de trois mois à partir de la transmission du rapport d'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 4 : Propreté du site**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/12/2022, article 2.4.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Prescription contrôlée :**

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets, ...

**Constats :**

Lors de la précédente visite d'inspection, de nombreux granulés plastiques avaient été constatés sur la voirie le long de plusieurs bordures périphériques du site et sur les berges du bassin d'infiltration. Ces GPI étaient mélangés à des résidus de végétation et de la boue ce qui semblait indiquer que ces zones n'avaient pas été nettoyées récemment. De nombreux déchets divers ont aussi été observés dans la noue périphérique. Une végétation trop importante était également identifiée au niveau du bassin d'infiltration, empêchant l'accès à la canalisation de vidange du bassin vers le réseau de la zone industrielle.

L'exploitant a depuis effectué un nettoyage complet des voiries du site, notamment des zones le long des noues périphériques, afin de retirer les GPI et autres déchets divers présents. Les berges du bassin d'infiltration ont également été dégagées. Ces éléments ont été constatés lors de la visite du 18 novembre 2025. Quelques bouteilles et morceaux de plastique étaient présents au niveau des zones fauchées. Ils ont été retirés dès le lendemain de la visite. Ces déchets étaient bien moins nombreux que ce qui avait été constaté lors de la visite du 15 janvier 2025. L'exploitant a indiqué que par la suite un contrôle des potentiels déchets présents au niveau des zones de végétation du site allait être réalisé après chaque fauchage (voir demande au point de constat n°2).

**Type de suites proposées :** Sans suite